

Effet de l'enseignement par APC sur l'emploi et l'auto emploi au Sénégal : cas de l'ISEP-Thiès

The impact of competency-based teaching on employment and self-employment in Senegal: the case of ISEP-Thiès

BA Adja Fatou Ndoye

Docteure en Sciences Economiques
Ecole Doctorale Développement Durable et Société (ED2DS)
Université Iba Der THIAM (UIDT) de Thiès
Centre de Recherche en Economie Générationnelle (CREG) / Centre de Recherche en Economie et
Finance Appliquées de Thiès (CREFAT)
SENEGAL

DRAMANI Latif

Professeur Titulaire des Universités du CAMES
Sciences Humaines, Sociales, Economiques et de Gestion (SHSEG)
Université Iba Der THIAM (UIDT) de Thiès
Centre de Recherche en Economie Générationnelle (CREG) / Centre de Recherche en Economie et
Finance Appliquées de Thiès (CREFAT)
SENEGAL

Date de soumission : 18/02/2026

Date d'acceptation : 28/03/2026

Pour citer cet article :

BA. A. & DRAMANI. L. (2026) « Effet de l'enseignement par APC sur l'emploi et l'auto emploi au Sénégal : cas de l'ISEP-Thiès », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 4 » pp : 25- 47.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse l'efficacité externe du modèle de formation de l'Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel (ISEP) de Thiès, centré sur l'Approche Par Compétences (APC). Face à un taux de chômage élevé chez les diplômés de l'enseignement supérieur classique, cette recherche interroge la capacité du modèle ISEP à favoriser l'insertion et l'auto-emploi. L'ISEP-Thiès, pionnier de la réforme APC dans le supérieur, propose des formations courtes axées sur un modèle d'**alternance école-entreprise**.

La méthodologie repose sur une enquête de traçabilité auprès de **374 diplômés** issus des promotions 2013 à 2018, exploitée via des statistiques descriptives et une régression logistique multinomiale.

L'enquête révèle un **taux d'insertion global de 70,62 %**, un résultat jugé positif par rapport aux standards nationaux, et un dynamisme notable d'auto-emploi de l'ordre de **17,64 %**.

L'étude valide le modèle de l'ISEP-Thiès comme une solution efficace pour l'employabilité des jeunes, y compris pour les bacheliers littéraires réorientés vers des métiers techniques représentant 84% de l'effectif.

Mots clés : Enseignement supérieur ; insertion professionnelle ; alternance ; pédagogie APC ; ISEP-Thiès.

Abstract

This article analyzes the external effectiveness of the training model at the Higher Institute of Professional Education (ISEP) in Thiès, which is centered on the Competency-Based Approach (CBA). Faced with a high unemployment rate among graduates of traditional higher education, this research examines the capacity of the ISEP model to promote integration into the workforce and self-employment. ISEP-Thiès, a pioneer of the CBA reform in higher education, offers short training programs based on a work-study model.

The methodology is based on a follow-up survey of 374 graduates from the 2013 to 2018 cohorts, analyzed using descriptive statistics and multinomial logistic regression.

The survey reveals an overall integration rate of 70.62%, a result considered positive compared to national standards, and a significant self-employment rate of 17.64%. The study validates the ISEP-Thiès model as an effective solution for youth employability, including for literature graduates redirected towards technical professions representing 84% of the student body.

Keywords: Higher education; professional integration; work-study programs; competency-based learning; ISEP-Thiès.

Introduction

L'éducation est un terrain d'investigation partagé par plusieurs disciplines scientifiques. Elle pourrait se définir selon André PAGE par « toute action de formation portant principalement sur les enfants et les adolescents, mais également de manière croissante sur les adultes et qui a pour résultat selon les termes de titre « des habilités intellectuelles ou mentales qui s'acquièrent et l'ensemble de qualités morales qui se développent ».

Nous distinguerons ainsi l'Education formelle de celle informelle. Si la première est dispensée dans les salles de classe, à l'aide d'un programme structuré, conduisant à la transmission de connaissance générale ou spécialisée, la seconde quant à elle, ne fait référence à aucun cadre formel, les connaissances et compétences (attitudes, comportement, mode de pensée) transmises ne sont pas reconnues par l'Etat.

L'Economie de l'éducation particulièrement, accentue son étude sur deux thèmes majeurs : le capital humain qui doit être enrichi suivant des coûts supportés et des gains espérés, et l'Education et la croissance.

Dans une économie mondiale marquée par une compétition rude de compétences et de connaissances, chaque pays a intérêt à investir dans le capital humain en vue d'assurer une évolution technologique, une main d'œuvre qualifiée afin de lutter contre le chômage, la pauvreté, la vulnérabilité et de favoriser la cohésion sociale.

En vue de soutenir l'adéquation formation-emploi, le Sénégal a opté la pédagogie APC comme fondement de sa réforme éducative, dans un contexte marqué par une population composée de 70% de jeunes de moins de 25ans. La phase d'expérimentation de l'APC datant de 2003, ce n'est qu'en 2015 que l'adoption de la Loi d'orientation de la formation professionnelle et technique (qui fait de l'APC la méthodologie appliquée au Sénégal) a vu le jour. Nous notons par ailleurs au début de l'année 2020, une adoption de l'APC comme axe pédagogique de la plupart des pays d'Afrique francophone.

Au niveau supérieur, pour les Etablissements d'Enseignement Supérieur (EES) rattachés au Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) le volet professionnalisation qui est partie intégrante du système LMD, connaît des difficultés à être concrétisé malgré l'adoption du système Licence-Master-Doctorat (LMD) depuis le 30 mars 2011. Confrontées à l'héritage d'un modèle colonial obsolète, à la surcharge d'effectifs liée à la poussée démographique et à des difficultés infrastructurelles, ces institutions affichent une efficacité externe perfectible.

Dans un tel contexte, développer la professionnalisation n'a pas été évidente. En outre, l'accès à l'information sur les approches utilisées dans le supérieur fait défaut.

Les données de l'ANSD (2016) sont révélatrices : "le taux de chômage est plus élevé parmi les personnes ayant le niveau BFEM/CAP/BEP et les diplômés de l'enseignement supérieur". Ces taux étant de 15,5 % pour les titulaires du BAC/DT/BT, de 15,2% pour celles ayant le niveau BAC+2, et de 22,8 % pour ceux détenteurs d'un diplôme supérieur à BAC+2¹.

L'enseignement supérieur, depuis le lendemain des indépendances, a connu des perturbations internes (d'ordre infrastructurel, pédagogique, social, financier...) avec une efficacité externe qui n'a pas atteint son efficience : le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est particulièrement élevé, et se situe à **31% en 2011** contre **16% en 2005**. Le taux de chômage des **15 ans et plus** se situait à 16,9% en 2019, contre 15,5% en 2018². Concernant les jeunes en situation de **chômage de longue durée** le taux est de **74%** pour les diplômés du supérieur³.

Plusieurs concertations se sont tenues en **1992**, puis en **2013** durant laquelle onze (11) réformes furent prises concernant divers domaines dont l'une en particulier traite de l'orientation des enseignements dans les filières techniques et professionnelles courtes.

C'est dans ce contexte de crise et de réorientation que s'inscrit la naissance du Réseau des Instituts Supérieurs d'Enseignement Professionnel (**RISEP**) en 2012, dont l'ISEP-Thiès est le fer de lance. Limitant la formation à deux années suivant une approche métier et alternance école-entreprise, ce modèle constitue une nouvelle donne dans le paysage éducatif sénégalais. Ainsi donc l'ISEP-Thiès embrassant sa dixième année d'existence (création depuis 2012), il serait intéressant d'étudier l'effet de son modèle, sur le niveau d'accès à l'emploi de ses diplômés.

Ce travail analysera l'efficacité externe⁴ du modèle de l'ISEP-Thiès à travers une étude de la traçabilité de ses diplômés de 2013 à 2018.

¹ ANSD « Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 3ème trimestre 2016 » (2016), p.4

² Direction générale de la planification et des politiques économiques « État de mise en œuvre de la politique économique et sociale en 2019, Revue Annuelle Conjointe 2020 » (2020), p.15

³ PSE (2014), p.6

⁴ « Le suivi de l'efficacité externe reste encore difficile car les données nationales (ANSD) ne prennent pas encore en charge le suivi des diplômés du Supérieur. Toutefois, sur demande du MESRI, l'ANSD promet dans ses "enquêtes emplois" de prendre en charge cette préoccupation.)

Il s'agit en d'autres termes de déterminer à quel niveau d'accès à l'emploi et l'auto emploi, le modèle des ISEP axé sur l'Approche par les compétences (APC) a-t-il participé à la création d'emploi et d'auto emploi au Sénégal ?

1. REVUE DE LA LITTERATURE

1.1. REVUE THEORIQUE

Cinq courants majeurs, aux approches variées mais partageant une volonté d'efficacité pédagogique, ont marqué l'histoire de l'éducation : le socioconstructivisme, le constructivisme, le cognitivisme, le béhaviorisme et le modèle transmissif.

Le **courant transmissif** développe la place de l'apprenant qui est perçu comme une « boîte vide » à remplir ou une « cire molle » à modeler à volonté, capable de réussir toutes les opérations mentales que réalise l'adulte. Ainsi, l'enseignement passe par le discours ou la démonstration. L'**approche behavioriste**, quant à elle, est articulée autour des travaux psychologiques américains dont James Watson et Burrhus Frédéric Skinner. Elle démontre que l'apprentissage est le résultat d'un enseignement et se base sur des actes et comportements observables des organismes vivants répondant aux stimulations de l'environnement extérieur et aux processus psychologiques internes ; à l'image du chien de Pavlov qui salivait à la seule ouïe de la cloche. C'est ce caractère passif du sujet apprenant que **Skinner** va récuser pour théoriser un sujet actif en situation d'apprentissage.

L'approche **béhavioriste** privilégie un modèle centré sur l'apprenant, où la progression s'appuie sur la **stimulation** et le **renforcement positif** des comportements visés. Ce courant se traduit concrètement par la **Pédagogie Par Objectifs (PPO)**, une méthode qui fragmente l'apprentissage en une hiérarchie précise : un **objectif général (OG)** subdivisé en **objectifs intermédiaires (OI)**, puis en **objectifs spécifiques (OS)**. Cette structure permet de mesurer et de vérifier l'acquisition des savoirs grâce à des critères de réussite explicites.

Au **Sénégal**, cette approche a marqué la PPO 1^{ère} génération lors des programmes pilotes de **1987**. Si elle présente des atouts majeurs, comme une **évaluation facilitée** par des objectifs clairs, elle comporte aussi des lacunes : l'**émiettement des connaissances** peut empêcher l'élève d'affronter des situations globales complexes, celui-ci pouvant valider des étapes isolées sans pour autant maîtriser l'ensemble de la compétence.

Inspiré par les intuitions de Jean-Jacques Rousseau, **Jean Piaget** a théorisé le modèle **constructiviste** en s'appuyant sur une démarche expérimentale pour analyser le développement psychologique de l'enfant.

Dans cette perspective, l'élève devient le propre **artisan de son savoir**. Il bâtit ses connaissances en fonction de ses facultés cognitives, de ses centres d'intérêt et de son stade de maturité intellectuelle. **Piaget** démontre en effet que chaque étape de la croissance définit des capacités de compréhension spécifiques. L'acte d'apprendre n'est donc plus une simple mémorisation passive.

Développé par **Vygotski** pour pallier les insuffisances du constructivisme, le modèle **socioconstructiviste** postule que l'intelligence est intrinsèquement sociale. Selon cette approche, l'enfant développe ses facultés intellectuelles en s'appropriant des « systèmes de signes », le **langage** étant le principal outil de cette évolution.

L'apprentissage est ici perçu comme un **acte collectif**. Vygotski définit la **Zone Proximale de Développement (ZPD)** comme étant l'écart entre le niveau de développement actuel et celui du développement potentiel, niveau qu'il ne peut atteindre qu'avec l'aide des adultes ou pairs (système de médiation appelé tutorat par Jérôme Bruner). En complément, **Kurt Lewin** démontre que le travail de groupe favorise la pédagogie coopérative.

Pour Vygotski, la connaissance est **transactionnelle** : elle naît de l'interaction avec le milieu socioculturel, l'imitation et la manipulation d'objets environnementaux. En résumé, cette vision « sociohistorique » définit l'apprentissage comme un processus de construction des connaissances non seulement de façon autonome mais aussi en interaction avec les pairs, le maître et l'environnement culturel.

Enfin l'approche cognitiviste, à l'instar du constructivisme, définit l'apprentissage comme un processus de construction des connaissances, qui ne saurait se réduire aux « conceptions initiales ou préalables » (Giordani) mais intègre plutôt une activité mentale que le cerveau opère relativement à une information reçue et sur la nature même du processus de connaissance. Il déploie un ensemble d'outils mentaux tels que comme la perception, le raisonnement, l'induction et la déduction. Contrairement à l'idée d'un esprit « vide », **Antoine de La Garanderie** souligne que chaque élève possède ses propres méthodes de travail et aptitudes scolaires et serait capable d'analyser et de réfléchir sur ses stratégies. Le psychologue américain Flavell (1977) théorise le concept de métacognition qui désigne la capacité du sujet à analyser ses propres processus intellectuels pour mieux apprendre, se souvenir ou pour résoudre un problème.

L'usage exclusif d'un seul modèle pédagogique risque de compromettre l'objectif éducatif.

Lorsque le courant pédagogique traite des problèmes (notion d'apprentissage, rôle des enseignants et place de l'apprenant) pour formuler des propositions de changements, la théorie éducative va plus loin en intégrant à ses missions des réflexions sur les finalités de l'éducation. Les modèles d'enseignements s'intègrent pleinement dans cette dynamique. En éducation, un modèle pédagogique est défini comme un ensemble de lois ou de principes qui décrit la manière dont l'apprentissage est déroulé. Il décrit la réalité éducative en se référant à des hypothèses faites sur l'être humain.

Concernant l'**Approche par compétences (APC)**, ses premières expérimentations au Sénégal sont observées dans l'enseignement technique et la formation professionnelle vers les années 2000 à travers des programmes d'interventions des partenaires techniques et financiers (PTFs) : coopérations bilatérales canadienne, française, belge et luxembourgeoise. C'est seulement en **2015** qu'une loi décrète formellement quelle est la méthodologie appliquée pour la formation technique et professionnelle.

La définition retenue pour désigner l'**APC** est qu'elle est un processus d'ingénierie systémique qui consiste essentiellement à répertorier les compétences inhérentes à l'exercice d'une profession, d'un emploi ou d'un métier et à les transformer en objectifs d'apprentissage dans un programme d'étude. Les définitions suivantes seront retenues pour les autres concepts utilisés dans ce travail :

Emploi : La population en emploi est constituée des employeurs et travailleurs pour compte propre ainsi que des salariés⁵. Nous considérons dans notre cas l'emploi comme étant représenté par les salariés. Les employeurs et les travailleurs pour compte propre étant regroupés dans l'**auto emploi**.

Nous considérons par ailleurs, l'**insertion** du jeune diplômé s'il déclare avoir une activité rémunérée, identifiée par son type de contrat, que ce soit un emploi salarié⁶ ou non ou un stage quels que soient la durée, l'importance de la rémunération et le degré de formalisation de l'activité. Donc suivant les types de contrats, nous retiendrons les modalités « auto emploi, contrat à durée déterminée (CDD), contrat à durée indéterminée (CDI), stage, journalier, prestataire de service, et autres » ; la modalité « autres » représentant une situation de contrat

⁵ ANSD « *ENES 4ème trimestre 2020* » (2021), p.2

⁶ L'ANSD définit l'emploi salarié comme étant la "catégorie des personnes qui exercent une activité économique en contrepartie d'une rémunération", et celui non salarié comme la "catégorie des personnes au travail pour leur propre compte ou ayant une entreprise (indépendants et employeurs)". ANSD « *ENES 2ème trimestre 2023* » (2023), p.4

non clairement définie. Les autres modalités **non considérées dans l'insertion** étant « chômage » et « poursuite d'études ».

Taux de chômage : Le taux de chômage défini comme la part de la population active recherchant un emploi sans succès, découle d'une augmentation moins rapide de l'emploi par rapport à la population active sur la période étudiée. L'ANSD (SES 2017-2018) le définit par "le nombre de personnes qui sont au chômage⁷ pendant la période de référence donnée exprimé en pourcentage de la main-d'œuvre pendant la même période de référence". Contextualisé à notre recherche la personne est représentée par le diplômé du DiSEP.

Poursuite d'étude : Un diplômé en poursuite d'étude est celui qui, après sa formation, décide de continuer ses études.

Auto emploi : Un diplômé en situation d'auto emploi est considéré comme un individu détenteur d'un emploi non salarial (voir définition note 7). Par ailleurs, dans les données reçues, « prestataire de service » étant une modalité isolée, nous la retenons comme faisant partie de l'« Auto emploi » ; donc dans l'interprétation, nous considérons son pourcentage en sus de celui de l'« Auto emploi » comme représentant les individus possédant une activité non salariale. Ainsi donc, l'« Auto emploi » intègre et les « prestataire de service » et les « Auto emploi ».

1.2. REVUE EMPIRIQUE

L'importance cruciale de l'éducation en tant que moteur de développement est solidement établie par les pionniers de l'économie de l'éducation. Les travaux fondateurs de Becker (1964), Mincer (1958, 1962) et Mankiw, Romer et Weil (1992) ont démontré que le capital humain est un levier de croissance majeur. Par ailleurs, la corrélation entre éducation et emploi a été explorée sous l'angle du signal et du filtre par Arrow (1973) et Spence (1973). Cette thématique a été enrichie par des chercheurs focalisés sur les réalités africaines, tels que Psacharopoulos (1973), Diagne et Daffé (2007), ou encore Mingat et Garboua (1979), qui ont analysé les spécificités de la rentabilité de l'éducation sur le continent.

Dans ses travaux, **Kassé (2003)** souligne que 'Les études les plus récentes sur la théorie du capital humain « distinguent les programmes de formation » et s'intéressent à analyser la relation entre la formation et l'emploi '. Cette relation est étayée par **Rasera (1999)**, qui cite «

⁷ Suivant l'ANSD, le chômage comprend "toutes les personnes en âge de travailler qui au cours de la période de référence étaient a- "sans travail", c'est -à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié, b-"disponibles pour travailler" dans un emploi salarié ou non salarié durant une période de deux semaines, c-"à la recherche d'un travail" sur la période des quatre semaines ayant précédé la date de collecte" avec une certaine tolérance pour le dernier point compte tenu de l'inorganisation du marché du travail et l'absence de moyens conventionnels de recherche de travail. ANSD « ENES 2ème trimestre 2023 » (2023), p.4

l'éducation élève la productivité du travail, directement, en créant ou perfectionnant les compétences des travailleurs, indirectement en améliorant leur santé. L'éducation améliore la cohésion sociale et la communication ; améliore l'efficacité dans la recherche d'emploi... ». Rejoignant cette perspective, **Charlot (2005)** démontre que l'employabilité s'améliore avec l'éducation principalement avec l'évolution de la technologie qui est de plus en plus demandée par les employeurs. Les preuves empiriques confirment d'ailleurs que le capital humain reste le déterminant majeur de la trajectoire professionnelle, de l'insertion initiale jusqu'à la fin de carrière.

D'autres chercheurs ont tenté de démontrer l'influence positive de la formation professionnelle sur l'emploi et l'autoemploi. Martine Möbus et Patrick Sevestre en 1991 démontrent que « Les diplômés, surtout s'ils sont à finalité professionnelle, sont souvent présentés comme une garantie contre le risque de chômage ». Richard Walther (2000), quant à lui, va plus loin en se focalisant sur le Sénégal et les pays de la sous-région. Ainsi, nous démontre-t-il que « La formation professionnelle en secteur informel... doit également avoir un objectif à moyen et long terme : susciter une véritable dynamique d'entreprise qui crée de l'emploi et de la croissance et participer ainsi activement au développement du pays ».

L'efficacité externe qui est évaluée dans ce document à travers la mesure du taux d'emploi et d'auto emploi, permet à Psacharopoulos & Woodhall (1988), op cit, p. 219 de soutenir qu'elle « permet de savoir dans quelle mesure l'éducation répond aux objectifs de la société et satisfait les besoins du marché du travail » et « permet aussi « d'apprécier la capacité du système éducatif à préparer les élèves et les étudiants à leur rôle futur dans la société ».

Pour appréhender l'effet de l'APC sur l'insertion, notre cadre d'analyse articule la théorie du capital humain et la théorie du signal. Contrairement au modèle classique, l'APC ne se limite pas à l'accumulation de connaissances théoriques, mais vise la transformation de l'apprenant par l'acquisition de capacités opératoires en situations professionnelles. L'ingénierie pédagogique par compétences (APC) renforce la spécificité du capital humain. Cette spécialisation réduit le coût d'adaptation en entreprise, augmentant ainsi la productivité marginale immédiate du diplômé. Sur le marché du travail, le diplôme de l'ISEP (DiSEP) agit comme un signal de haute compétence pratique, réduisant ainsi l'asymétrie d'information pour l'employeur et facilitant l'accès à l'emploi salarié ou la création d'entreprise (auto-emploi).

2. METHODOLOGIE

Après cinq années d'activités (2013-2018), l'ISEP-Thiès a mis sur le marché de l'emploi 389 diplômés correspondant à quatre (4) promotions toutes filières confondues. Une enquête portant sur la traçabilité de ces diplômés a été réalisée par l'ISEP-Thiès (Existence de dispositif de suivi dans certains EPES tel que souligné par le CNAES,2013). En somme, sur les 389 diplômés ciblés, 374 réponses ont été obtenus.

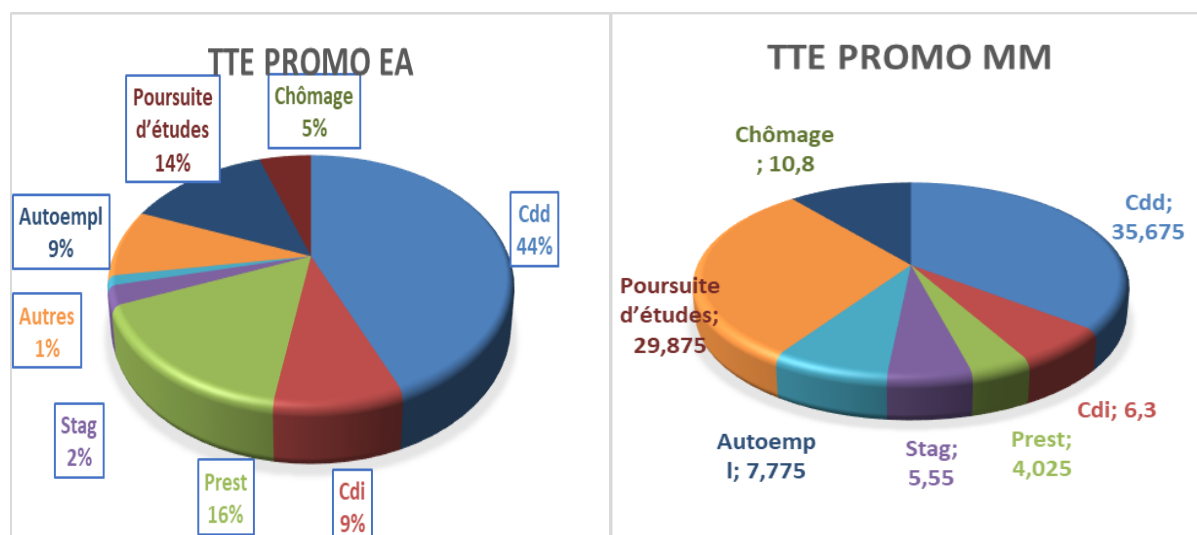
Pour traiter ces données, deux (2) approches complémentaires ont été mobilisées : **une analyse descriptive et une étude d'impact**.

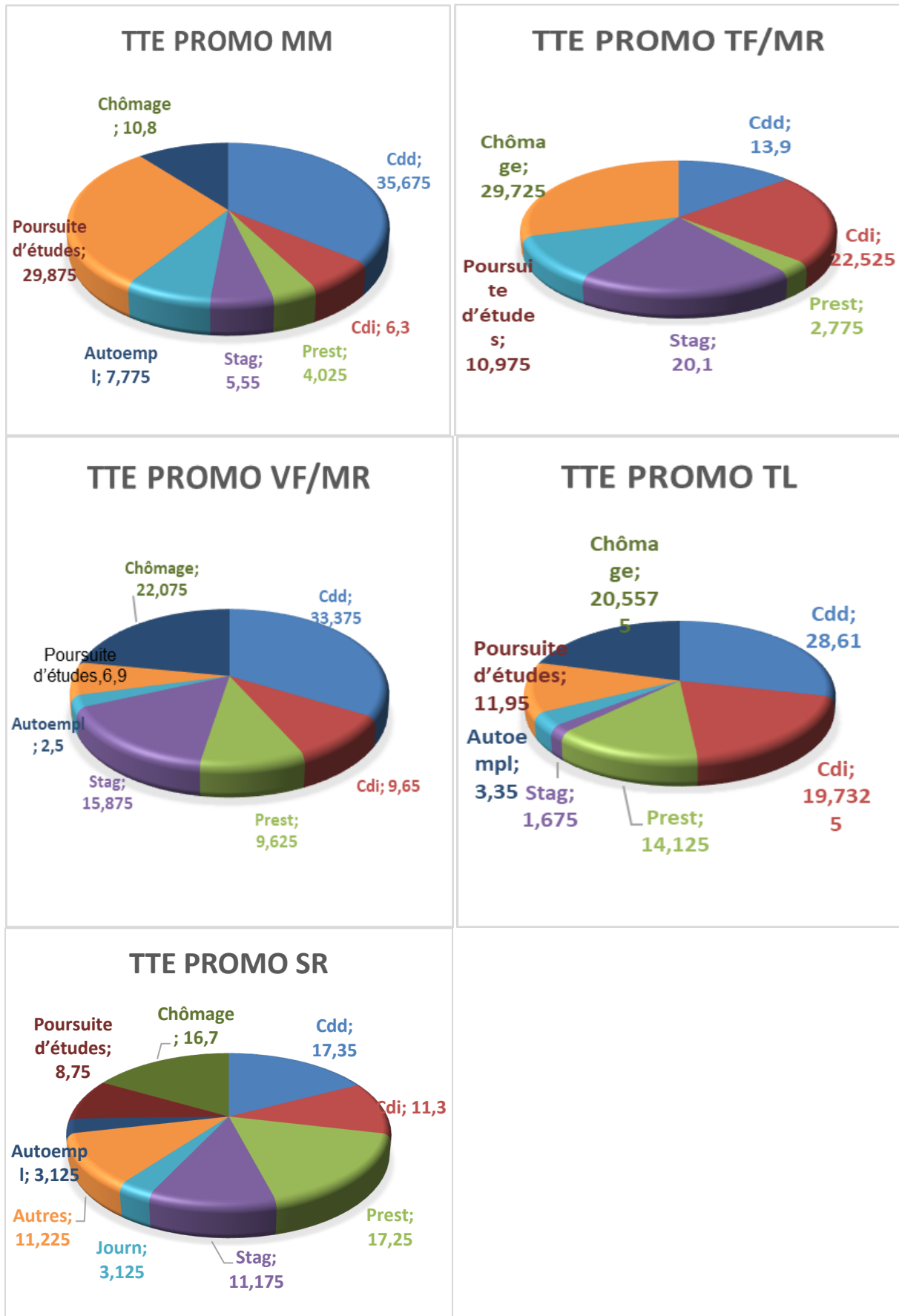
- **L'analyse descriptive et statistique** a été faite en utilisant des représentations graphiques (diagrammes circulaires) pour visualiser :
 - Le taux d'insertion toute promotion confondue, par filière, suivant le type de contrat obtenu par le diplômé,
 - Et enfin, le taux d'insertion globale toute promotion et toute filière confondue suivant le type de contrat obtenu par le diplômé.
- **L'étude d'impact** a été faite à travers une régression multinomiale afin de mesurer les déterminants de l'insertion, permettant d'isoler les facteurs influençant la trajectoire professionnelle des diplômés.

3. RESULTATS

3.1. Analyse descriptive et statistique

Figure N°1 : Répartition filière (EA, MM, MR, TF, VF, TL, SR) suivant contrat





Source : auteure

❖ **Statistiques d'insertion globale de chaque filière**

- La filière Exploitation agricole affiche des taux d'insertion respectifs, relatifs aux promotions 1 à 4, de 90, 95,75 et 65%, ce qui permet d'obtenir le taux d'insertion globale toute promotion confondue de **81.25%** et les 18.75% restant étant répartis entre 13.75% de poursuite d'étude et 5% de chômage. Parmi ces 81.25% d'insérés, 43.75% ont un contrat à durée déterminée, 8.75% avec un contrat à durée indéterminée ; 16.25% étant des prestataires de service, 2.5% en position de stage et 1.25% avec des contrats non définis ; les 8.75% d'Autoemploi ajouté des 16.25% de prestataires donne un taux d'Autoemploi' global de 25% des diplômés.

La filière agricole faisant partie des axes prioritaires de la stratégie nationale Plan Sénégal Emergent (Phase 1 : 2014-2018 , Phase 2 : 2019-2023), les diplômés de cette filière ont dû avoir des facilitées accrues d'insertion par rapport aux autres domaines.

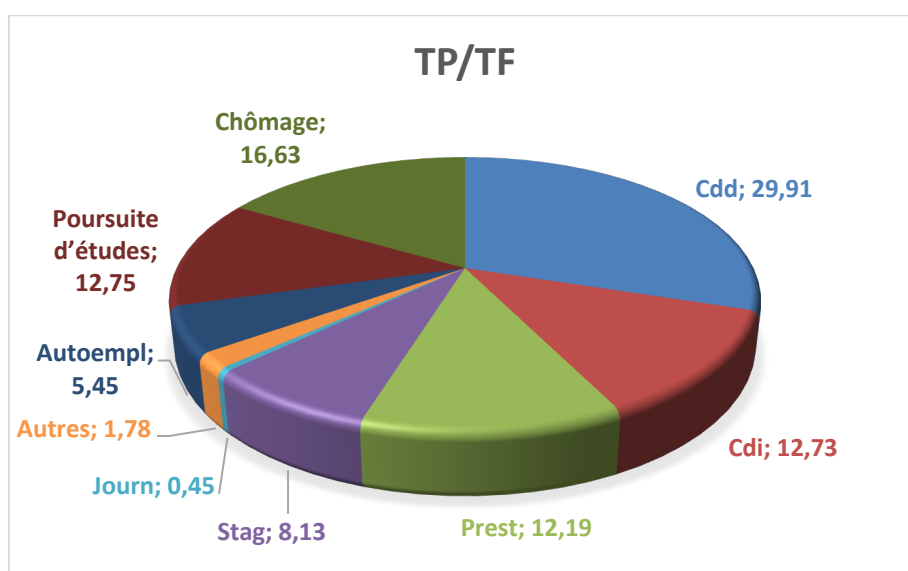
- En ce qui concerne la filière **Management Des Produits Multimédia**, de la promo 1 à la promo 4 les taux d'insertion respectifs sont 77.8, 54.5, 70, 35%, ce qui permet d'obtenir le taux d'insertion globale toute promotion confondue de 59.325% et les 40.675% restant étant répartis entre 29.875% de poursuite d'étude et 10.8% de chômage. Pour cette filière, la faiblesse de ce taux d'insertion est expliquée par un taux élevé de poursuite d'études ; Les diplômés des ISEP ayant la possibilité de poursuivre leurs études, ces derniers ont préféré suivre un cycle supplémentaire d'études. Parmi ces 59.325% d'insérés, nous avons l'effectif le plus grand 35.675% qui ont un contrat à durée déterminée, 6.3% avec un contrat à durée indéterminée ; environ 4.025% de prestataires de service, 5.55% en position de stage et 7.775% d'Autoemploi. Ce qui fait un taux global d'Autoemploi' de l'ordre de 11.775%.
- Pour la filière **Matériel Roulant des Métiers du Rail**, de la promo 1 à la promo 4 les taux d'insertion obtenus sont respectivement 88.9, 75, 91.7, 70%, ce qui permet d'obtenir le taux d'insertion globale toute promotion confondue de 81.4% et les 18.6% restant étant répartis entre 7.075% de poursuite d'étude et 11.525% de chômage. Pour cette filière, le taux d'insertion moyen est relativement élevé.
Ce taux moyen d'insertion de 81.4% est réparti 36.675% de contrat à durée déterminée, 10.825% de contrat à durée indéterminée ; 21.275% de prestataires de service et 12.625% d'Autoemploi. Ce qui fait un taux global d'Autoemploi' de 33.9%.

La position stratégique de l'ISEP de Thiès dans une ville ferroviaire doublée de la polyvalence de ce profil dont une des assises est le génie civil, pourrait être la raison de cette facilité d'accès à l'emploi.

- La filière **Transport Ferroviaire des Métiers du Rail** quant à elle, a des taux d'insertion de la promo 1 à la promo 4 respectifs de 77.8, 28.6, 100, 30.8%, des taux qui sont plus ou moins variables. Ce qui permet d'obtenir un taux d'insertion globale toute promotion confondue de 59.3%, les 40.7% représentant 10.975% de poursuite d'étude et 29.725% de chômage. Contrairement aux taux obtenus en MR qui est du même domaine des métiers du rail, le taux d'insertion reste juste au-dessus de la moyenne. Ce taux moyen d'insertion de 59.3% est réparti en termes de type de contrat entre 13.9% de contrat à durée déterminée, 22.525% de contrat à durée indéterminée ; 2.775% de prestataires de service et 20.1% de stage. Le taux global d'Autoemploi' étant celui de prestation de service s'élevant à 2.775%.
- La filière **Voie Ferrée des Métiers du Rail** comptabilise des taux d'insertion de la promo 1 à la promo 4 respectifs de 100, 92.4, 50, 41.7%, des taux qui sont plus ou moins variables tels que constatés en TF. Ce qui permet d'obtenir un taux d'insertion globale toute promotion confondue de 71.025%, les 28.975% représentant 6.9% de poursuite d'étude et 22.075% de chômage. Ce taux reste plus proche de celui obtenu en MR/MR et au-dessus de celui obtenu en TF, tous étant du même domaine des métiers du rail. Ce taux moyen d'insertion de 71.025% est réparti en termes de type de contrat entre 33.375% de contrat à durée déterminée, 9.65% de contrat à durée indéterminée ; 9.625% de prestataires de service, 15.875% de stage et 2.5% d'autoemploi. Ce qui donne un taux global d'Autoemploi' de 12.125%.
- La filière **Tourisme Loisirs** comptabilise des taux d'insertion de la promo 1 à la promo 4 respectifs de 66.7, 60, 93.3, 50%. Ce qui engendre un taux d'insertion global toute promotion confondue de 67.49%, les 32.50% représentant 11.95% de poursuite d'études et 20.55% de chômage. Cette filière, malgré les contrats précaires dans le domaine, a pu assurer un taux acceptable d'insertion de 67.49%. Ce dernier est réparti selon le type de contrat entre 28.61% de contrat à durée déterminée, 19.73% de contrat à durée indéterminée ; 14.125% de prestataires de service et 1.675% de stage et 3.35% d'autoemploi. Ce qui permet de comptabiliser un taux d'Autoemploi' global de 17.475%.

- La filière **Système Et Réseaux Informatiques** quant à elle, comptabilise des taux d'insertion de la promo 1 à la promo 4 respectifs de 100, 87.5, 85.7, 25%. La dernière promotion a connu un taux élevé de chômage et de poursuite d'étude (respectivement 40% et 35%). La moyenne d'insertion globale toute promotion confondue a été de 74.55%, les 25.45% représentant 8.75% de poursuite d'étude et 16.7% de chômage. La moyenne d'insertion de 74.55% est réparti selon le type de contrat entre 17.35% de contrat à durée déterminée, 11.3% de contrat à durée indéterminée ; 17.25% de prestataires de service et 11.175% de stage, 3.125% d'autoemploi, 3.125% de journalier et 11.225% d'autres contrats non définis. Le taux d'Autoemploi' global s'élève à 20.375%.

Figure N°2 : Répartition globale suivant contrat



Source : auteure

Tableau N°1 : Récapitulatif des taux moyens d'insertion, de poursuite d'études et de chômage (en %)

Taux//Filière	Tte Promo EA	Tte Promo MM	Tte Promo MR/MR	Tte Promo TF/MR	Tte Promo VF/MR	Tte Promo TL	Tte Promo SR	TP/TF
Cdd	43,75	35,675	36,675	13,9	33,375	28,61	17,35	29,91
Cdi	8,75	6,3	10,825	22,525	9,65	19,7325	11,3	12,73
Prest	16,25	4,025	21,275	2,775	9,625	14,125	17,25	12,19
Stag	2,5	5,55	0	20,1	15,875	1,675	11,175	8,13
Journ	0	0	0	0	0	0	3,125	0,45
Autres	1,25	0	0	0	0	0	11,225	1,78
Autoempl	8,75	7,775	12,625	0	2,5	3,35	3,125	5,45
Insertion	81,25	59,325	81,4	59,3	71,025	67,4925	74,55	70,62
Poursuite d'études	13,75	29,875	7,075	10,975	6,9	11,95	8,75	12,75
Chômage	5	10,8	11,525	29,725	22,075	20,5575	16,7	16,63
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : d'après calcul auteure

Les taux moyens obtenus sont de 70.62% pour l'insertion, 12.75% pour la poursuite d'études et 16.63% pour le chômage.

De 2014 à 2018, nous pouvons noter que les filières qui ont eu le plus fort taux d'activité sont celles du Matériel roulant des Métiers du Rail avec 81.4% et Exploitation agricole (81.25%).

Par contre, toutes les autres filières varient de 67 à 74% sauf celles Multimédia (59,325%) et Transport ferroviaire des métiers du Rail (59,3%) ; le taux obtenu en Multimédia ne s'explique pas pourtant par un chômage élevé (10,8%) mais plutôt par un taux de poursuite d'étude de l'ordre de 29,875% ; taux le plus élevé atteint durant cette période.

Celui par contre en Transport ferroviaire est dû à un taux de chômage élevé atteignant 29,725%, taux le plus haut durant cette période.

Le taux moyen de chômage est estimé à 16,63%, ce qui est acceptable par rapport au taux pour les diplômés du supérieur de 31% en 2011 contre 16% en 2005 (PSE, 2014) et de manière détaillée de 15,5 % pour les titulaires du BAC/DT/BT, de 15,2 pour celles ayant le niveau BAC+2, et de 22,8 % pour ceux détenteurs d'un diplôme supérieur à BAC+2 (ENES 3^{ème} trimestre, 2016). Le taux national annoncé en 2011 par le BIT est de 10.2% avec des disparités notamment en allant d'une région à une autre (17.5% pour Diourbel, 15 % pour Louga...)

Si nous considérons le trimestre 4 de l'année 2023, compte non tenu des niveaux de diplôme, le taux national de chômage s'élève à 22,3% ; pour cette même période en 2023, il s'élevait à 21,9% au niveau national (ENES 4^{ème} trimestre, 2023) ; ceci permet d'apprécier les taux de chômage obtenus par cette étude de traçabilité.

3.2. Analyse économétrique

La fonction utilisée est estimée suivant une régression multinomiale. La participation au marché du travail ou non pourrait inciter à utiliser la méthode à deux étapes de Heckman (1976) ou le modèle Tobit de Tobin (1958). Mais ici, nous n'avons pas des données quantitatives ; la participation au marché du travail n'est pas matérialisée par des données sur le revenu mais plutôt par les modalités « oui », « non » ou « poursuite d'études ».

Il s'agit, dans notre régression logistique multinomiale, d'estimer la variable endogène « emploi » suivant les variables exogènes « genre », « durée stage », « type contrat », « adéquation formation emploi », « durée avant insertion », « filière ».

Ci-dessous, les variables retenues ainsi que leurs modalités :

Tableau N°2 : Récapitulatif des variables du modèle

Variabes	Libellé des modalités
Emploi	Oui Non Poursuite d'études
Genre	Homme Femme
Durée stage	0 1 à 6 mois 7 mois et plus
Type contrat	Autoemploi Contrat Poursuite d'étude Chômage
Adéquation formation emploi	Oui Non
Durée avant insertion	0 à 12 mois 13 à 24 mois 25 mois et plus
Filière	Systèmes réseaux informatique Création multimédia Exploitation agricole Métiers du rail Tourisme loisirs

Source : auteure

Le modèle est ainsi spécifié :

$$F(X) = b_0 + b_1 * X_1 + b_2 * X_2 + b_3 * X_3 + b_4 * X_4 + b_5 * X_5 + b_6 * X_6 \quad (1)$$

$$F(empl_) = b_0 + b_1 * genre + b_2 * durée_stag + b_3 * type_contrat_ + b_4 * adéq_for_empl + b_5 * durée_av_insert + b_6 * filière \quad (2)$$

Tableau N° 3 : Résultats de la régression

La régression fournit les résultats :

VARIABLES	(1) non_emploi	(2) oui_emploi	(3) Poursuite d'étude
1.genre__		-0.525 (0.623)	-2.010** (0.906)
1.durée_stag		0.162 (22,678)	16.60 (6,143)
2.durée_stag		-2.722*** (0.825)	-1.062 (1.309)
3.durée_stag		-3.799*** (1.111)	-17.74 (2,274)
1.type_contrat_		7.442*** (1.880)	-12.34 (3,472)
2.type_contrat_		6.566*** (1.339)	0.676 (1.483)
3.type_contrat_		-10.10 (1.221e+06)	32.02 (987,280)
4.type_contrat_		-17.94	-17.53

	(20,007)	(6,143)
1.Adéq_for_empl	-0.0489	-0.715
	(0.703)	(1.478)
2.Adéq_for_empl	0.384	-12.97
	(1.305)	(4,122)
1.durée_av_insert	18.99	3.744
	(1,877)	(3,072)
2.durée_av_insert	25.77	6.532
	(11,777)	(12,610)
3.durée_av_insert	19.19	15.94
	(14,175)	(25,369)
2.Filière_	-0.0847	-0.699
	(1.082)	(1.311)
3.Filière_	2.208	-0.703
	(1.604)	(1.797)
4.Filière_	-1.944**	-4.030***
	(0.830)	(1.436)
5.Filière_	0.118	-17.46
	(1.172)	(2,944)
Constant	-2.302*	1.196
	(1.368)	(1.139)
Observations	303	303

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteure

Multinomial logistic regression					Number of obs	=	303
					LR chi2(34)	=	428.89
					Prob > chi2	=	0.000
					Pseudo R2	=	0.7718
Log likelihood = -63.397345							
	emploi	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
non_emploi		(base outcome)					
oui_emploi							
genre_							
homme		-.5251803	.6227687	-0.84	0.399	-1.745784	.6954238
durée_stage							
0		.1616816	22678.27	0.00	1.000	44448.75	44448.75
1_6mois		-2.721652	.8245552	-3.30	0.001	-4.337751	-1.105554
7mois_plus		-3.799439	1.111373	-3.42	0.001	-5.977691	-1.621188
type_contrat_							
Auto_empl		7.44206	1.880277	3.96	0.000	3.756786	11.12733
Contrat		6.566335	1.338871	4.90	0.000	3.942197	9.190474
Pours_étude		-10.09801	1220707	-0.00	1.000	-2392552	2392532
Chomage		-17.93997	20006.53	-0.00	0.999	-39230.02	39194.14
Adéq_form_empl							
Oui		-.0488908	.7027356	-0.07	0.945	-1.426227	1.328446
Non		.3835769	1.305208	0.29	0.769	-2.174584	2.941738
Durée_av_insert							
0_12mois		18.99485	1876.916	0.01	0.992	-3659.693	3697.682
13_24mois		25.76715	11776.92	0.00	0.998	-23056.57	23108.11
25mois_et_plus		19.19364	14174.56	0.00	0.999	-27762.42	27800.81
Filière_							
Créations_multimédia		-.0847231	1.08158	-0.08	0.938	-2.204582	2.035135
Exploitation_multimédia		2.208323	1.604084	1.38	0.169	-.9356246	5.352271
Métier du rail		-1.944021	.8302117	-2.34	0.019	-3.571206	-.3168364

Tourisme_loisirs	.1181815	1.171974	0.10	0.920	-2.178846	2.415209
_cons	-2.301989	1.367969	-1.68	0.092	-4.98316	.379181
Poursuite_étude						
genre_						
homme	-2.009829	.9058045	-2.22	0.026	-3.785173	-.2344843
durée_stage						
0	16.60197	6142.684	0.00	0.998	-12022.84	12056.04
1_6mois	-1.061534	1.309344	-0.81	0.418	-3.627801	1.504734
7mois_plus	-17.73701	2274.296	-0.01	0.94	-4475.274	4439.8
type_contrat_						
Auto_empl	-12.33684	3471.918	-0.00	0.997	-6817.171	6792.498
Contrat	.675526	1.483421	0.46	0.649	-2.231926	3.582978
Pours_étude	32.02478	987280.1	0.00	1.000	-1935002	1935066
Chomage	-17.52811	6142.684	-0.00	0.998	-12056.97	12021.91
Adéq_form_empl						
Oui	-.714664	1.478461	-0.48	0.629	-3.612393	2.183066
Non	-12.9727	4121.708	-0.00	0.997	-8091.371	8065.426
Durée_av_insert						
0_12mois	3.74383	3072.41	0.00	0.999	-6018.068	6025.556
13_24mois	6.53152	12610.29	0.00	1.000	-24709.19	24722.25
25mois_et_plus	15.93874	25368.86	0.00	0.999	-49706.12	49738
Filière_						
Créations_multimédia	-.6993024	1.310984	-0.53	0.594	-3.268784	1.870179
Exploitation_multimédia	-.703126	1.796522	-0.39	0.696	-4.224244	2.817992
Métier_du_rail	-4.029592	1.436496	-2.81	0.005	-6.845073	-1.214111
Tourisme_loisirs	-17.45799	2944.094	-0.01	0.995	-5787.776	5752.86
_cons	1.196192	1.138948	1.05	0.294	-1.036106	3.42849

Source : auteur

Les résultats renseignent par rapport à la modalité **oui_emploi**, une corrélation négative avec le genre homme ; toutefois ce n'est pas significatif car ayant une probabilité de 0.399.

Concernant la durée du stage, les modalités 1 à 6 mois et 7 mois et plus sont significatifs à 1%, mais elles restent négativement corrélées à oui_emploi avec des coefficients respectifs de -2.72 et -3.79.

Les types de contrats « autoemploi et « contrat » restent positivement corrélés et significatifs à oui_emploi ; « chômage » et « pours_étude » comme on peut s'y attendre ont des coefficients élevés et négatifs et demeurent significatifs à 10%. Plus la durée de stage est longue, plus la probabilité de rester sans emploi diminue significativement par rapport à la modalité de référence. Une durée de stage de 7mois et plus réduit fortement le risque de non-emploi.

Pour l'adéquation formation emploi, les modalités oui et non restent significatifs à 10% mais le résultat obtenu est contraire à celui qu'on pouvait attendre : « oui » est négativement corrélé à emploi et « non » positivement ; ce qui pourrait s'interpréter par des emplois obtenus dans des domaines différents à ceux dans lesquels les apprenants ont été formés. La dynamique du

marché de l'emploi peut expliquer ce fait ; en absence de possibilités de recrutement de la part du milieu professionnel, les diplômés pourraient opter initialement pour des postes différents de leur domaine de formation afin d'avoir à un revenu, en attendant que des opportunités futures dans leur domaine se présentent à eux. Le marché de l'emploi doit suivre cette dynamique d'absorption à travers la mise en œuvre de politiques favorisant la promotion de l'emploi et l'autoemploi.

La durée avant insertion quant à elle, fournit des résultats significatifs à 10% et corrélés à l'emploi pour toutes les modalités 0 à 12 mois, 13 à 24 mois et 25 mois et plus.

Par rapport à la variable filière, les métiers du rail restent significatifs à 1% mais négativement corrélés à l'emploi. Ce fait pourrait être dû au métier de « voie ferrée » qui avait le taux d'insertion le plus faible. La création multimédia suit la même lancée avec une significativité à 10% et un coefficient moins élevé. L'exploitation agricole et le tourisme loisirs ont des coefficients positifs. La première, à plus haut coefficient n'étant pas significative et la seconde étant significative à 10%. Toutes les filières n'offrent pas les mêmes chances d'insertion.

En ce qui concerne la **Poursuite_étude**, les modalités significatives concernent :

- Le genre homme corrélé négativement et significative à 5%, les femmes effectueraient plus la poursuite d'étude que les hommes ;
- La durée de stage de 0 mois, corrélée positivement et significative à 10% ; ce qui se comprend aisément, les diplômés ayant effectué la poursuite d'étude n'ont pas eu à faire de stage. Ce qui confirme les résultats des durées de 1 à 6 mois et 7 mois et plus qui sont négativement corrélés à la poursuite d'étude et significatives respectivement à 5% et 10% ;
- Les type_contrat_auto_empl et chômage restent négativement corrélés à la poursuite d'étude et significatifs à 10%. Le signe positif du coefficient de contrat et sa significativité à 5% pourrait indiquer que les diplômés alternent la poursuite d'étude et l'emploi.
- La durée avant insertion de 0 à 12 mois et de 25 mois et plus agit positivement sur la poursuite d'étude, et surtout la dernière avec un coefficient de 15.9 ; elles restent significatives à 10%. Le fait d'attendre longtemps avant d'avoir un emploi pourrait inciter le diplômé à poursuivre ses études.
- Toutes les filières sont négativement corrélées à la poursuite d'étude avec des significativités à 10% et 5% pour les métiers du rail.

4. Discussions

La poursuite d'études pourrait être volontaire mais aussi liée à la dynamique du marché de l'emploi ; le jeune diplômé pourrait décider volontairement d'effectuer cette poursuite d'étude en vue d'avoir un niveau de qualification supérieure, car anticipant des gains futurs supérieurs à ceux que lui aurait procuré le niveau obtenu. Par ailleurs, si la dynamique du marché de l'emploi ne répond pas à leurs attentes, la poursuite d'étude serait alors l'alternative à la non insertion.

Les taux d'insertion obtenus diffèrent d'une filière à une autre mais restent quand même acceptables. Ce qui est intéressant de noter par ailleurs est la chance donnée aux bacheliers littéraires d'effectuer des formations techniques et professionnelles. Ces **bacheliers littéraires** représentent environ **84%**⁸ des effectifs orientés à l'ISEP-Thiès. Cette tendance de bacheliers littéraires majoritaire reste encore corroborée par le Rapport de performance 2018 du secteur de l'éducation et de la formation qui affirme que : "Le flux des primo-entrants est majoritairement alimenté par les nouveaux bacheliers qui présentent des profils généralement littéraires". Ces derniers, n'accédant qu'aux facultés de Lettres si toutefois ils étaient orientés au niveau des universités.

Au-delà, il faudrait noter des réalités sur le marché du travail avec le Networking ou Economie des réseaux, l'insertion dans l'informel où le recrutement ne se base pas sur des critères objectifs. La configuration du marché du travail a aussi varié avec des tendances de contrat de prestations en lieu et place des contrats à durée indéterminés (CDI) ; d'un côté l'individu va préférer proposer des services qui lui procurent plus de revenus que le fait de bénéficier d'un contrat de permanent dans une entreprise. D'un autre côté, l'entreprise va préférer satisfaire son besoin ponctuel plutôt que de recruter un permanent payé des mois sans contrepartie (congès...).

Conclusion

L'ISEP de Thiès a depuis 2013 adopté la méthodologie basée sur l'Approche par compétence, qui part des possibilités offertes par le milieu d'implantation de l'institut, à l'établissement et la mise en œuvre des référentiels de formation. Cette approche lui a permis de systématiser au moins deux séjours/stages en milieu professionnel en sus de la mise en place d'un contexte d'apprentissage au sein de l'institut. La formule 70% de pratique et 30% de théorie, étant tant bien que mal mis en application. La centralité sur l'apprenant, le renforcement permanent, le

⁸ Statistiques Scolarité ISEP-Thiès

système de remédiation, l'encadrement personnalisé (qui devient de plus en plus difficile compte tenu des effectifs croissants), ont constitué la base de l'APC appliqué au sein de l'institut. Les bons résultats obtenus en termes d'insertion valident le modèle adopté. Des disparités au sein des différents métiers/filières ont été notées ; néanmoins des mesures de remédiation et d'ajustements opérés tels que la mise en gel de métier dont l'insertion reste difficile, permettent à ce modèle de perdurer.

Il reste néanmoins important un modèle à surveiller de très près, en évitant la surcharge sur le marché de l'emploi des diplômés d'une filière, et en effectuant la mise à jour constante des métiers/filières afin de répondre à tout moment aux besoins du milieu professionnel.

Tel que l'ont démontré Berger (1983) et Connely (1986) l'augmentation du nombre de diplômés d'une filière peut avoir un impact négatif sur le taux de rendement ; les taux de rendement peuvent varier en fonction du nombre de diplômés. En effet, l'accès accru à l'éducation contribue à sa dévaluation.

L'articulation entre l'enseignement secondaire et supérieur doit être repensé vu le nombre de bacheliers provenant des Lycées techniques qui poursuivent leurs programmes à l'ISEP de Thiès. Cet état de fait permet d'affirmer sans nul doute que les ISEPs constitueraient une aubaine pour le prolongement du cursus des lycées techniques de cette ville.

Au-delà, l'une des principales recommandations est la mise en place de données⁹ relatives à l'enseignement supérieur en vue d'une bonne maîtrise des instruments de politiques éducatives. La participation à l'atelier de partage du rapport d'étude sur les établissements dispensant des filières en gestion, organisé par l'ASSG (Association Sénégalaise des Sciences de Gestion) et l'ANAQ-Sup (Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'enseignement Supérieur) a permis de constater que la collecte de données du supérieur constituait un sérieux problème, avec la difficulté des agents des structures du supérieur à fournir des éléments de réponse aux questions, et aussi l'absence de dispositif de collecte d'information.

La démarche d'assurance qualité de l'ANAQ-Sup en termes d'habilitation institutionnelle et d'accréditation de programmes de formation, intègre la présentation de statistiques d'insertion de la part des programmes des établissements. Elle pourra sans nul doute nous offrir des données d'étude pour nos prochains travaux de recherche, en vue de faciliter l'analyse comparative entre l'ISEP et les autres établissements utilisant des approches différentes ou non.

⁹ Le Rapport de performance 2018 du secteur de l'éducation et de la formation (RAP, 2018) a souligné l'absence de données relatives à l'efficacité externe de la part des Etablissements d'Enseignement Supérieur publics. Il note également «la faiblesse du dispositif d'accompagnement et de suivi sur les questions relatives aux stages, à l'insertion, aux relations avec les entreprises »

Avec des projections relatives à la mise en place d'un ISEP par région (14 régions) ou encore un par département (46 départements), pour des effectifs moyens de l'ordre de 3000 apprenants par ISEP, le modèle des ISEP pourra impacter positivement entre 42.000 à 138.000 nouveaux bacheliers, pour 77.388 bacheliers admis en 2025. Nous pourrions alors espérer une forte dynamique au plan macroéconomique.

Nos perspectives de recherche s'étendront sur les six (6) ISEP existants actuellement afin de renforcer la validité de nos conclusions.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Dakar. (2020). *Situation économique et sociale régionale 2017-2018*. Dakar : République du Sénégal.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2016). *Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 3ème trimestre*. Dakar : République du Sénégal.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2023). *Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2ème trimestre*. Dakar : République du Sénégal.
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. (2023). *Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal, 4ème trimestre*. Dakar : République du Sénégal.
- Direction générale de la planification et des politiques économiques. (2020). *État de mise en œuvre de la politique économique et sociale en 2019, Revue Annuelle Conjointe 2020*. Dakar : République du Sénégal.
- HILMI, Y., & HILMI, M. (2016). Le développement de l'employabilité, outil pour limiter l'inadéquation formation emploi: Cas du métier d'un responsable financier. *Revue Marocaine de recherche en management et marketing*, 1(13).
- Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la formation-Institut International de Planification de l'Éducation-Unesco Dakar. (2020). *Approche par les compétences dans l'enseignement et la formation techniques et professionnelles en Afrique. Études à partir de sept pays d'Afrique : Afrique du Sud, Bénin, Éthiopie, Ghana, Maroc, Rwanda et Sénégal : Rapport synthèse*. Dakar : Unesco.
- Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel de Thiès. (2020). *Statistiques Scolarité*. Thiès : Isep.
- Kassé, M. (2003). *Cours d'Économie de l'éducation*. Dakar : Université Cheikh Anta Diop (Document non publié).

- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. (2018). *Rapport annuel de performance du secteur de l'éducation et de la formation*. Dakar : République du Sénégal.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. (2013). *Rapport général sur la Concertation Nationale sur l'Avenir de l'Enseignement Supérieur au Sénégal*. Dakar : République du Sénégal.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. (2018). *Rapport annuel de performance du secteur de l'éducation et de la formation*. Dakar : République du Sénégal.
- Mourji, F., & Gouch, A. (2013). Modélisation de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur au Maroc. <https://doi.org/10.48409/IMIST.PRSM/ce-n22.1553>
- Organisation Internationale de la Francophonie, Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel, Fédération des cégeps. (2016). *Guides méthodologiques pour la mise en œuvre de l'APC en enseignement professionnel supérieur court*. Dakar : OIF, ISEP, Fédération des cégeps.
- Quenum, C. (2008). Financement public des systèmes éducatifs et croissance économique dans les Pays en Voie de Développement : cas des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). HAL Science. 10 jul 2008.
- République du Sénégal. (2014). *Rapport Plan Sénégal Emergent*. Dakar : Gouvernement du Sénégal.
- Sall, N. (2019). Chapitre V : Les types d'efficacité. FASTEF. Dakar : Université Cheikh Anta Diop.